

# Avis de recrutement à l'UNFPA – Fonds des Nations Unies pour la Population (05 mai 2026)



## Informations sur l'emploi

Titre du Poste : Conseiller international : Analyse de l'impact des déplacements forcés sur la réalisation d'un développement durable et inclusif en Afrique de l'Ouest et centrale

Niveau Requis : Doctorat

Année d'Expérience Requise : 10 ans

Lieu du Travail : Sénégal

Date de Soumission : 18/05/2026

## Description de l'emploi

L'UNFPA (Fonds des [Nations Unies](#) pour la population) est l'agence de santé sexuelle et reproductive de l'ONU, visant un monde où chaque grossesse est désirée et chaque accouchement sans danger. Elle œuvre pour l'accès universel à la santé, la planification familiale et l'égalité des genres.

L'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale sont actuellement confrontées à certaines des crises de déplacement les plus complexes et les plus durables au monde. En 2025, plus de 12,7 millions de personnes étaient déplacées de force, parmi lesquelles des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) et des réfugiés. Les conflits en cours au Sahel central, dans le bassin du lac Tchad et au Soudan ont engendré une « crise dans la crise », où les déplacements fragilisent gravement les systèmes de santé et les filets de sécurité sociale. Par ailleurs, les catastrophes naturelles, exacerbées par le changement climatique, contraignent des populations à abandonner leurs foyers. Rien qu'en 2025, plus de 1,5 million de personnes ont été déplacées par les inondations dans la région.

Comprendre les schémas de déplacement forcé et leur impact sur le développement durable inclusif est essentiel à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), car le déplacement constitue un important facteur de distorsion du développement, anéantissant des décennies de progrès. Pour les 12,7 millions de personnes déplacées dans la région, le déracinement limite considérablement leur accès aux systèmes nécessaires à la réalisation des cibles des ODD. Cela concerne notamment l'ODD 4 (Éducation), avec une augmentation du décrochage scolaire et une baisse de la qualité de l'éducation ; l'ODD 3 (Santé), du fait de la perte de soins maternels ; et l'ODD 5 (Égalité des sexes), car les femmes et les filles sont confrontées à des risques accrus de violences sexistes et de mariages d'enfants. Le consultant réalisera une analyse rigoureuse et structurée de l'évolution des normes sociales liées au genre dans les contextes de déplacement forcé en Afrique de l'Ouest et centrale, et de la manière dont ces changements accentuent les risques, restreignent l'accès aux services et portent atteinte à la sécurité et à la dignité des femmes et des filles. L'évaluation examinera également les implications à long terme pour les systèmes nationaux de protection et la stabilité des États. Concernant l'accès aux services, 35,6 % des survivantes de violences sexistes ayant bénéficié d'une assistance dans sept contextes humanitaires de la région (janvier-septembre 2025) étaient des femmes et des filles déplacées (personnes déplacées internes, réfugiées, rapatriées et demandeuses d'asile), ce qui souligne l'ampleur et l'urgence de la crise de protection. En 2025, dans la région du Sahel, 44

% des survivantes ont accédé aux services plus d'un mois après l'incident, principalement en raison de l'éloignement et de la couverture limitée des services.

Les violences conjugales représentent 63 % des cas signalés, tandis que les pratiques néfastes telles que les mutilations génitales féminines représentent 13 % des cas de violences sexistes pris en charge en 2025. Le domicile de la survivante et celui de l'auteur des violences sont les lieux les plus fréquents où les violences se produisent, bien que des incidents soient également signalés dans la brousse, aux points d'eau, dans les champs et sur les routes menant au marché ou à l'école. D'après les données des analyses du HNRP pour sept pays humanitaires d'Afrique de l'Ouest et centrale, 9,8 millions de personnes auront besoin de protection et d'assistance contre les violences sexistes en 2026. Alors que les besoins ont augmenté de 14 % par rapport à 2025, les financements nécessaires ont diminué de 10 %, seulement 41 % des fonds destinés à la lutte contre les violences sexistes ayant été reçus en 2025.

Lorsque les déplacements de population ne sont pas correctement cartographiés et analysés, les populations vulnérables deviennent « statistiquement invisibles », ce qui conduit à des plans de développement nationaux qui négligent les besoins spécifiques des personnes déplacées internes et des réfugiés. Cette omission contredit l'engagement du Programme 2030 de « Ne laisser personne de côté ». De plus, les déplacements exercent une pression considérable sur les communautés d'accueil, mettant à rude épreuve les infrastructures locales (ODD 11) et menaçant la cohésion sociale (ODD 16). Sans une compréhension détaillée des modalités, des lieux et des raisons des déplacements de population, les gouvernements et les partenaires au développement peinent à passer de réponses humanitaires à court terme à des solutions durables. Par ailleurs, bien que les trois résultats transformateurs (3RT) sous-tendent le Plan stratégique de l'UNFPA (2022-2025), l'Afrique de l'Ouest et du Centre demeure la région la plus touchée au monde, avec 80 % des personnes déplacées étant des femmes et des enfants, qui sont confrontés à des risques disproportionnés pour leur santé et leur sécurité reproductives.

L'intégration des données sur les déplacements forcés dans les stratégies nationales n'est pas seulement une nécessité humanitaire ; c'est une exigence stratégique pour stabiliser les indicateurs économiques et sociaux indispensables à la prospérité régionale et à la réalisation des ODD, des trois objectifs régionaux et du Programme d'action de la CIPD. Afin de relever les défis considérables posés par les déplacements forcés en Afrique de l'Ouest et du Centre (AOAC), le Bureau régional de l'UNFPA pour l'AOAC souhaite collaborer avec un expert en recherche sur les déplacements forcés. L'objectif principal de cette mission de conseil est d'approfondir la compréhension des schémas de déplacement et de leurs conséquences sur la réalisation du développement durable dans la région. Plus précisément, le Bureau régional de l'UNFPA pour l'AOAC a besoin d'une recherche multidisciplinaire pour analyser comment le « choc démographique » provoqué par les déplacements redéfinit les progrès de la région vers l'Agenda 2030 et au-delà.

## **2. Objectifs de l'analyse**

L'objectif général est d'établir un diagnostic du « fossé entre déplacement et développement » afin d'éclairer les décisions politiques de haut niveau de l'UNFPA, des communautés régionales telles que la CEDEAO, la CEMAC et d'autres partenaires clés du développement dans la région. Plus précisément, cette mission de conseil vise à :

- Fournir un aperçu complet des schémas de déplacement en Afrique de l'Ouest et centrale, de 2015 à 2026
- Fournir un aperçu complet des approches régionales de préparation et de réponse aux déplacements de population, des acteurs impliqués (y compris les OSC/OM), des rôles et des contributions.
- Évaluer dans quelle mesure les déplacements forcés constituent un obstacle aux résultats du développement durable (ODD, Programme d'action de la CIPD, 3 résultats transformateurs et ODD 4 éducation) et identifier les « points de basculement » spécifiques où les déplacements entraînent un recul permanent des progrès des ODD, y compris la manière dont ils affectent le potentiel d'un dividende démographique dans la région.

- Examiner les examens nationaux volontaires (ENV) des pays de l'ACW afin de déterminer dans quelle mesure les déplacements forcés sont actuellement intégrés dans les rapports sur les ODD.
- Formuler des recommandations concernant les « systèmes de données sensibles aux déplacements » afin de rendre visibles les populations déplacées de force dans les systèmes nationaux de collecte de données à travers la région.
- Élaborer des recommandations en matière de politiques et d'investissements visant à promouvoir un développement durable et inclusif compte tenu des déplacements forcés prolongés dans la région.

### **3. Étendue des travaux**

Le consultant réalisera les activités suivantes :

1. Analyse documentaire : Effectuer une analyse documentaire de la littérature, des données et des rapports pertinents.
2. Analyse des données : Utiliser les sources de données quantitatives existantes sur les personnes déplacées de force, les tendances régionales du HCR et les données d'enquêtes DHS/MICS lorsqu'elles sont disponibles, en les combinant avec l'imagerie satellitaire et les techniques d'analyse géospatiale. Cette analyse peut être complétée par des données qualitatives recueillies lors de discussions de groupe et d'entretiens avec des informateurs clés dans les pays les plus touchés (par exemple, le Tchad, le Burkina Faso et le Nigéria).
3. Rapport : Élaborer un rapport et une note d'orientation présentant les analyses (tendances, modèles, scénarios futurs), les conclusions des analyses et fournissant des recommandations concrètes, accompagnés d'une note d'orientation et d'un diaporama.
4. Diffusion : Présenter les conclusions et les recommandations aux parties prenantes lors d'un atelier.

### **4. Livrables et calendrier**

<b>Deliverable</b>	<b>Description</b>	<b>Timeline</b>
<b>Inception Report</b>	Detailed methodology, work plan, and list of stakeholders.	Week 2
<b>Situation Analysis</b>	A deep dive into regional displacement trends vs. SDGs, 3 TR indicators and SDG 4 indicators	Week 6
<b>Draft Report</b>	Preliminary findings and recommendations during a workshop.	Week 10
<b>Final Report &amp; Roadmap</b>	Comprehensive strategy with actionable recommendations for WCARO.	Week 12
<b>Executive Policy Brief:</b>	A 5-page summary for high-level official engagement	Week 12

## **5. Qualifications requises**

- Doctorat en sciences sociales, économie, démographie, politiques publiques ou dans un domaine connexe. À défaut, une maîtrise assortie d'une expérience de recherche et de publications significatives.
- Expérience d'au moins 10 ans dans la région WCA, notamment dans des contextes humanitaires ou de déplacement de population.
- Solide compréhension des déplacements forcés et de leurs implications, y compris les défis et les opportunités pour le développement durable dans les pays en développement.
- Expérience en matière de conduite d'entretiens et d'animation de consultations avec les parties prenantes.
- Connaissance approfondie des ODD, des 3 résultats transformateurs de l'UNFPA et du Programme d'action de la CIPD.
- Excellentes compétences en communication, avec une expérience en rédaction de rapports et en présentations publiques.
- Une expérience professionnelle antérieure auprès des Nations Unies est considérée comme un atout.
- Maîtrise du français et de l'anglais (essentielle dans le contexte régional de l'Afrique de l'Ouest et du Centre).

## **6. Calendrier et rapports**

La mission de conseil devrait durer trois mois à compter de la date de signature du contrat, avec des livrables spécifiques à fournir, comme indiqué dans la section relative aux livrables.

Le consultant relèvera du conseiller régional en dynamique démographique et politiques et travaillera en étroite collaboration avec l'équipe Dynamique démographique, données et politiques, en fournissant des mises à jour régulières sur les progrès réalisés, les défis rencontrés et les ajustements nécessaires au plan de travail.

**7. Conditions de paiement**

Le paiement sera conditionné à la réalisation de livrables de qualité acceptés par l'UNFPA, conformément au calendrier défini à la section 4. La rémunération s'élève à 550 USD par jour ouvrable. La mission de conseil, d'une durée de 45 jours ouvrable, représente une rémunération totale de 24 570 USD, payable en quatre versements après la réalisation satisfaisante des livrables décrits à la section 4. Le calendrier de paiement est le suivant :

<b>Deliverable</b>	<b>Working days amount</b>	<b>Payment</b>
<b>Inception Report</b>	8 Days	4400\$ USD
<b>Situation Analysis</b>	10Days	5500\$ USD
<b>Draft Report</b>	12Days	6600\$ USD
<b>Final Report - Roadmap - Executive Policy Brief</b>	15 Days	8250\$ USD
<b>Total</b>	<b>45 Days</b>	<b>24570 USD</b>

**8. Processus de candidature**

Les candidats intéressés doivent soumettre les documents suivants à [madiouf@unfpa.org](mailto:madiouf@unfpa.org) :

- Une lettre de motivation détaillant l'expérience et la méthodologie pertinentes.
- CV actuel du consultant mettant en évidence ses qualifications et son expérience pertinentes.
- Exemples de travaux antérieurs démontrant notre capacité à réaliser des projets similaires.
- Structure tarifaire proposée et disponibilité.

La demande sera évaluée selon les critères suivants :

- expertise et expérience techniques (par exemple, qualifications, expérience dans la réalisation d'études similaires).
- Méthodologie et approche.
- Plan de travail, calendrier et budget.

**Postulez**